

1.1 Dirigeants d'entreprises

Fin 2017, dans l'ensemble des secteurs d'activité hors agriculture, 3,0 millions de personnes dirigent une entreprise, à titre principal ou en complément d'une autre activité (*figure 1*). Ces **indépendants** présentent une grande variété de profils : pour certains, il s'agit d'une activité d'appoint, notamment pour une partie des **micro-entrepreneurs** ; d'autres dirigent de grandes entreprises présentes à l'international. Les statuts sous lesquels ils exercent sont également variés. La grande majorité (2,8 millions, soit 91 %) sont affiliés à un régime de protection sociale des travailleurs non salariés pour leur emploi principal en tant que dirigeant : ces **non-salariés** peuvent être **entrepreneurs individuels** classiques (35 %), micro-entrepreneurs (30 %) ou **gérants majoritaires** de sociétés (26 %). Les autres (263 000, soit 9 %) ont un statut de salarié de leur entreprise : 6 % sont dirigeants de sociétés anonymes (SA) ou de sociétés par actions simplifiées (SAS), 3 % sont gérants minoritaires de SARL et moins de 1 % sont gérants non associés de sociétés en nom collectif (SNC) ou dirigeants de groupements d'intérêt économique (GIE).

Le choix du statut dépend du type et du **secteur d'activité** exercée, ainsi que de la taille de l'entreprise. Dans la santé et l'action sociale, 84 % ont opté pour le statut d'entrepreneur individuel classique, les sociétés d'exercice libéral (SEL) demeurant minoritaires (*figure 2*). Les gérants majoritaires de sociétés sont plus présents dans le commerce (39 %) et la construction (35 %), alors que dans les services aux particuliers, les dirigeants sont souvent micro-entrepreneurs (42 %). Les dirigeants salariés sont nettement surreprésentés dans l'industrie (14 % des dirigeants d'entreprises), secteur où les entreprises sont en moyenne de plus grande taille que dans les services et davantage soumises à la concurrence internationale ; ils sont en

revanche quasiment absents dans la santé et l'action sociale.

Les femmes sont minoritaires parmi les dirigeants d'entreprises, encore plus au sein des salariés (21 %) que des non-salariés (38 %). Elles représentent 21 % des dirigeants de SA ou SAS, 26 % des gérants majoritaires, 42 % des micro-entrepreneurs et 43 % des entrepreneurs individuels classiques (*figure 3*).

Le **revenu d'activité** est en moyenne plus élevé pour les **dirigeants salariés** (4 460 euros nets) que pour les autres (2 600 euros). Il atteint ainsi 5 010 euros par mois pour les dirigeants de SA ou SAS et même 7 950 euros pour les dirigeants de SNC ou GIE, contre 470 euros pour les micro-entrepreneurs et 3 880 euros pour les entrepreneurs individuels classiques. Les écarts de revenu selon le statut sont importants sur l'ensemble de la distribution des revenus. Ainsi, hors revenus nuls, 10 % des entrepreneurs individuels classiques perçoivent un revenu d'activité inférieur à 510 euros, alors que le seuil correspondant pour les dirigeants de SA ou SAS est de 1 190 euros. Dans le haut de la distribution, 10 % des dirigeants de SA ou SAS perçoivent un revenu d'activité supérieur à 10 350 euros, alors que le seuil pour les 10 % d'entrepreneurs individuels classiques du haut de l'échelle est de 8 920 euros.

Les écarts de revenu entre les dirigeants salariés et les autres s'expliquent en grande partie par la taille de l'entreprise : le revenu croît globalement avec la taille de l'entreprise, et les salariés dirigent des entreprises en moyenne de plus grande taille. Ainsi, si 82 % des entrepreneurs individuels classiques sont seuls dans leur entreprise, ce n'est le cas que de 34 % des gérants majoritaires et de 22 % des dirigeants salariés (*figure 4*). Dans les plus grandes sociétés, les dirigeants sont majoritairement salariés : ces derniers représentent 80 % des dirigeants des sociétés de 50 personnes ou plus. ■

Avertissement

Dans cette fiche, le statut salarié ou non salarié correspond à celui de l'emploi principal en tant que dirigeant, qu'on détermine en comparant les revenus provenant de l'activité non salariée aux salaires éventuels perçus en tant que dirigeant salarié. Le nombre de non-salariés est ainsi inférieur à celui présenté dans le reste de l'ouvrage, car 15 000 non-salariés sont principalement dirigeants salariés.

Définitions

Indépendants, micro-entrepreneurs, non-salariés, entrepreneurs individuels, gérants majoritaires, secteur d'activité, revenu d'activité, dirigeants salariés : voir *annexe Glossaire*.

Dirigeants d'entreprises 1.1

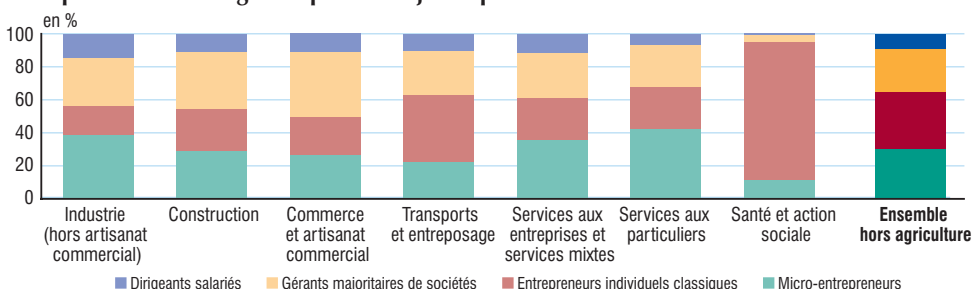
1. Effectifs de dirigeants par statut juridique et secteur d'activité fin 2017

en milliers

	Effectifs au 31/12	Dirigeants non salariés			Dirigeants salariés		
		Entrepreneurs individuels (EI)		Gérants majoritaires de sociétés	Dirigeants de SA ou de SAS	Gérants minoritaires de SARL	Autres dirigeants (SNC, GIE, etc.)
		Micro-entrepreneurs	EI classiques				
Industrie (hors artisanat commercial)	152	59	26	45	15	6	0
Construction	407	119	103	140	28	16	0
Commerce et artisanat commercial	563	149	132	220	39	23	0
Transports et entreposage	88	20	36	23	6	3	0
Services aux entreprises et services mixtes	710	256	177	196	64	15	3
Services aux particuliers	621	262	161	158	23	16	3
Santé et action sociale	503	59	422	19	1	1	1
Ensemble hors agriculture	3 043	923	1 056	800	177	79	7

Note : le statut du travailleur (salarié ou non salarié) correspond à celui de l'emploi principal en tant que dirigeant. Les dirigeants salariés sont identifiés par la détention d'un mandat ou selon leurs libellés d'emploi. Champ : France hors Mayotte, ensemble des dirigeants salariés et non salariés, hors agriculture. Source : Insee, base non-salariés 2017, déclarations annuelles de données sociales et déclarations sociales nominatives 2017.

2. Répartition des dirigeants par statut juridique et secteur d'activité fin 2017



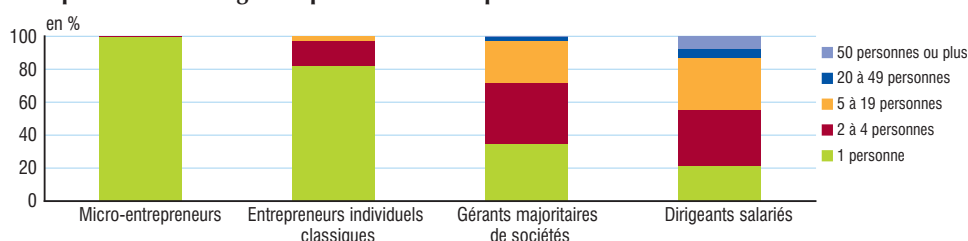
Note : le statut du travailleur (salarié ou non salarié) correspond à celui de l'emploi principal en tant que dirigeant. Les dirigeants salariés sont identifiés par la détention d'un mandat ou selon leurs libellés d'emploi. Champ : France hors Mayotte, ensemble des dirigeants salariés et non salariés, hors agriculture. Source : Insee, base non-salariés 2017, déclarations annuelles de données sociales et déclarations sociales nominatives 2017.

3. Caractéristiques et revenus d'activité mensuels des dirigeants en 2017

	Effectifs au 31/12 (en milliers)	Part des femmes (en %)	Revenu mensuel moyen (en euros)	Part des revenus nuls (en %)	Dispersion hors revenus nuls (en euros)		
					D1	Médiane	D9
Micro-entrepreneurs	923	42,0	470	1,0	20	290	1 250
Entrepreneurs individuels classiques	1 056	42,7	3 880	5,7	510	2 560	8 920
Gérants majoritaires de sociétés	800	25,6	3 210	10,9	520	2 360	7 520
Ensemble des dirigeants non salariés	2 780	37,5	2 600	5,7	90	1 370	6 500
Dirigeants de SA ou de SAS	177	20,5	5 010	///	1 190	2 950	10 350
Gérants minoritaires de SARL	79	22,7	2 920	///	1 030	2 270	5 360
Autres dirigeants (SNC, GIE, etc.)	7	29,7	7 950	///	1 260	4 990	14 190
Ensemble des dirigeants salariés	263	21,4	4 460	///	1 130	2 730	8 970

/// : absence de résultat due à la nature des choses. Note : le statut du travailleur (salarié ou non salarié) correspond à celui de l'emploi principal en tant que dirigeant. Les dirigeants salariés sont identifiés par la détention d'un mandat ou selon leurs libellés d'emploi. Dans ce tableau, les non-salariés taxés d'office sont pris en compte dans les effectifs mais pas dans les revenus. Champ : France hors Mayotte, ensemble des dirigeants salariés et non salariés, hors agriculture. Source : Insee, base non-salariés 2017, déclarations annuelles de données sociales et déclarations sociales nominatives 2017.

4. Répartition des dirigeants par taille d'entreprise fin 2017



Note : le statut du travailleur (salarié ou non salarié) correspond à celui de l'emploi principal en tant que dirigeant. Les dirigeants salariés sont identifiés par la détention d'un mandat ou selon leurs libellés d'emploi. Champ : France hors Mayotte, ensemble des dirigeants salariés et non salariés, hors agriculture. Source : Insee, base non-salariés 2017, déclarations annuelles de données sociales et déclarations sociales nominatives 2017.